



Économie américaine : le parti du président fait-il la différence ?

Entre 1949 et 2024, l'économie américaine a connu une croissance moyenne plus forte sous les présidents démocrates. Cet avantage traduit-il une meilleure gestion ? Le calendrier des mandats, l'héritage économique et les événements extérieurs compliquent la réponse. Même en tenant compte de l'impact du résultat de l'élection présidentielle sur les choix budgétaires et sur la confiance des entreprises et des ménages, une large part de cet écart de croissance reste inexpliquée. À l'approche des élections de mi-mandat, ce numéro de Regards économiques revient sur ce que les chiffres permettent d'attribuer aux responsables politiques.

Tom Spède¹

Le 3 novembre 2026, les électeurs américains renouvelleront l'ensemble de la Chambre des représentants et un tiers du Sénat. Ces élections de mi-mandat, ou *midterms*, détermineront les majorités au Congrès et pourraient modifier la capacité de Donald Trump à mettre en œuvre son programme. Ce contexte est l'occasion de s'intéresser à la question du bilan économique des présidents américains. Il arrive fréquemment qu'un chef d'État en exercice s'attribue les mérites d'une croissance économique soutenue et d'une forte progression de l'emploi. Il s'avère cependant souvent que les performances économiques durant un mandat présidentiel dépendent aussi de décisions antérieures au président en exercice, de l'action d'autres institutions et d'événements extérieurs. Distinguer les résultats économiques observés de la responsabilité politique est donc essentiel pour apprécier le bilan économique d'un président.

Cette question est particulièrement intéressante aux États-Unis. Plusieurs travaux, notamment ceux de Blinder et Watson (2016), ont mis en évidence que la croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) était plus élevée sous les présidents démocrates. Quelle part de cet avantage tient aux politiques des deux partis, et quelle part aux circonstances dans lesquelles ils gouvernent ?

Dans ce numéro de *Regards économiques*, nous réexaminons les différences de performances économiques entre présidences démocrates et républicaines sur la période 1949–2024². L'étude se concentre sur des indicateurs macroéconomiques classiques, en particulier la croissance du PIB réel. Certaines analyses qui suivent couvrent des périodes plus courtes, selon les données disponibles, ou se concentrent sur les premières années des mandats présidentiels. Après une

¹ L'auteur remercie Vincent Bodart et Bruno Van der Linden pour leurs commentaires et suggestions, qui ont contribué à améliorer le texte.

² Cet article s'appuie sur le mémoire de master en sciences économiques réalisé à l'UCLouvain par Tom Spède (2026). L'analyse complète y est présentée. Le mémoire est librement consultable à l'adresse <https://hdl.handle.net/2078.2/50543>.



présentation des principaux écarts de performance, la difficulté d'en attribuer la responsabilité aux présidents est examinée, compte tenu des délais d'action des politiques économiques mises en place par le président en exercice, de l'héritage économique reçu du président sortant et des événements extérieurs. Deux pistes d'explication aux écarts de performance observés sont ensuite explorées : la politique budgétaire et la confiance des ménages et des entreprises autour des élections. L'objectif est de comprendre dans quelles circonstances l'avantage démocrate apparaît et jusqu'où les mécanismes étudiés permettent d'en rendre compte.

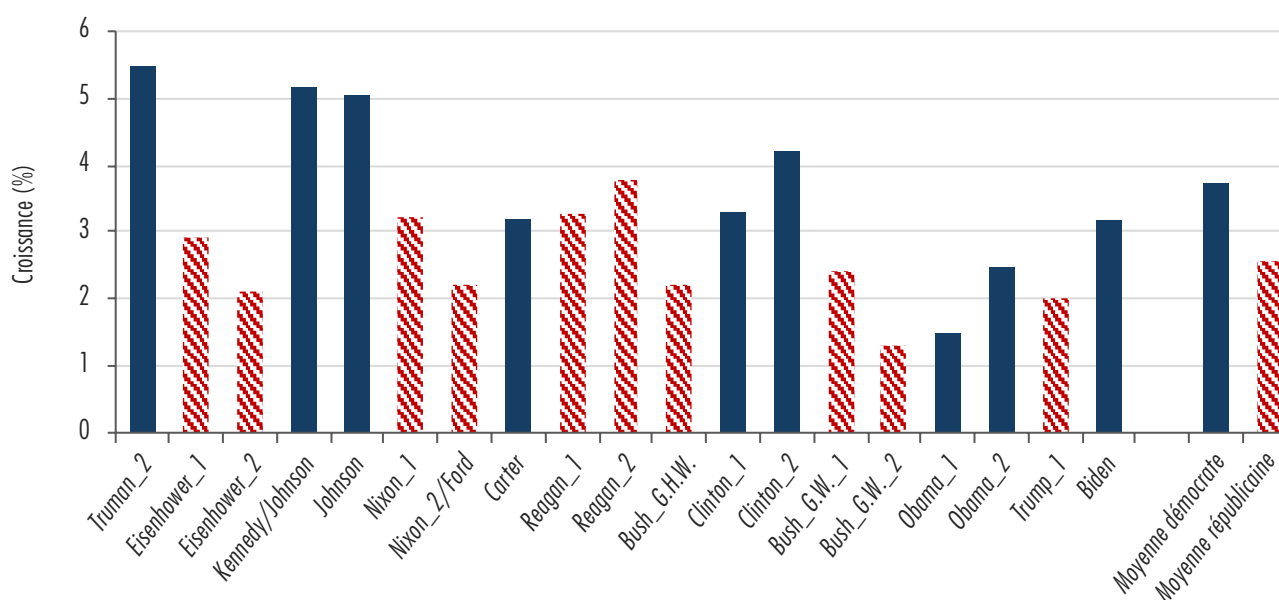
1. Une croissance plus forte sous les démocrates

Entre 1949 et 2024, la croissance de l'économie américaine atteint en moyenne 3,73% sous les présidents démocrates, contre 2,55% sous les présidents républicains (Tableau 1)³. Sur cette période couvrant neuf mandats démocrates et dix mandats républicains, l'écart s'élève donc à 1,18 point de pourcentage en faveur des démocrates. Cette différence est statistiquement significative : elle est suffisamment nette, compte tenu de l'incertitude de l'estimation, pour être distinguée de zéro.

Ces moyennes recouvrent toutefois une grande diversité de situations. Comme le montre la Figure 1, les performances varient sensiblement entre les mandats d'un même parti. Le second mandat de Reagan, républicain, enregistre ainsi une croissance supérieure à celle de plusieurs mandats démocrates. Le premier mandat d'Obama, marqué par la crise financière et ses suites, figure parmi les périodes de faible croissance. L'avantage moyen des démocrates ne constitue donc pas une régularité observée à chaque présidence.

Figure 1. Croissance moyenne du PIB réel par mandat présidentiel, 1949–2024

Source : Bureau of Economic Analysis, via FRED ; calculs propres



³ La croissance du PIB réel, c'est-à-dire du PIB corrigé de l'inflation, et celle de l'emploi sont mesurées à fréquence trimestrielle et exprimées en taux annualisés : le rythme observé sur un trimestre est ramené à une année. Chaque trimestre est associé au parti du président en fonction. Les récessions suivent la datation du National Bureau of Economic Research (NBER).

Le contraste entre les deux partis se retrouve sur le marché du travail (Tableau 1). L'emploi progresse en moyenne de 2,33% sous les présidents démocrates, contre 1,08% sous les républicains. Sur l'ensemble d'un mandat présidentiel, le chômage diminue en moyenne de 1,38 point de pourcentage lorsque le président est démocrate, alors qu'il augmente de 1,21 point lorsque le président est républicain. L'économie passe également moins de temps en récession : celle-ci concerne 6% des trimestres de présidence démocrate, contre 21% des trimestres de présidence républicaine. Toutes ces différences sont elles aussi statistiquement significatives. Le constat d'une activité plus dynamique sous les démocrates dépasse ainsi la seule croissance du PIB.

L'examen des composantes du PIB apporte un éclairage supplémentaire sur l'origine de l'écart de croissance. La consommation des ménages représente 0,46 point de pourcentage de l'écart de croissance total de 1,18 point. L'investissement privé fixe, qui comprend notamment les dépenses en équipements, bâtiments et logements, compte pour 0,44 point. Les dépenses publiques contribuent également à l'écart de croissance du PIB à hauteur de 0,27 point. La différence est cependant plus nettement établie pour l'investissement, tandis que celles de la consommation des ménages et des dépenses publiques restent statistiquement plus incertaines (Tableau 1). Cette décomposition indique dans quelles dépenses se retrouve le différentiel de croissance, sans encore expliquer pourquoi elles évoluent différemment selon les présidences.

Tableau 1. Indicateurs de performances économiques aux Etats-Unis selon le parti présidentiel, 1949-2024

Note : les résultats sont exprimés en points de pourcentage. Les colonnes deux et trois rapportent les moyennes sous présidences démocrates et républicaines entre 1949 et 2024. La dernière colonne indique les différences entre partis présidentiels et le seuil de significativité statistique associé (: moyen, ** : élevé, *** : très élevé).*

Variable	Démocrate (D)	Républicain (R)	Écart D-R
Croissance du PIB réel	3,73	2,55	1,18**
Consommation des ménages	2,26	1,80	0,46*
Investissement privé fixe	0,77	0,33	0,44**
Dépenses publiques	0,79	0,52	0,27
Croissance de l'emploi	2,33	1,08	1,25***
Variation du chômage	-1,38	1,21	-2,59***
Fréquence des trimestres en récession	0,06	0,21	-0,15***

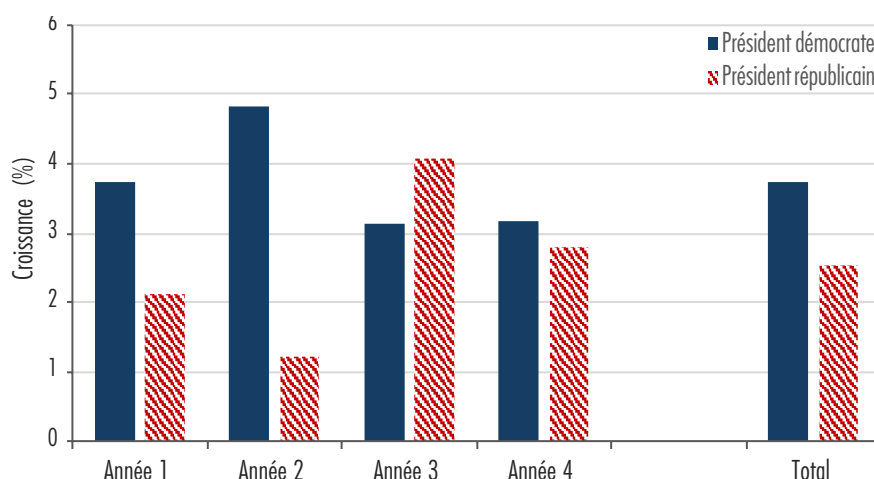
Comprendre cet écart suppose donc de s'intéresser aux facteurs qui soutiennent la consommation et l'investissement, parmi lesquels les politiques publiques et la confiance dans l'avenir. Mais la comparaison des moyennes ne permet pas d'isoler la responsabilité du président. Les performances économiques enregistrées pendant un mandat présidentiel peuvent encore refléter les décisions prises sous le mandat présidentiel précédent et les conditions économiques héritées de celui-ci. Il importe par conséquent de se demander à partir de quand les résultats économiques peuvent être attribués à une nouvelle présidence.

2. À qui attribuer les résultats économiques ?

Les effets d'une politique économique se déploient avec des délais. Attribuer au nouveau président les performances économiques observées durant les premiers mois de sa prise de fonction peut en fait lui faire porter le bilan de décisions antérieures, prises par la présidence sortante. Cet aspect compte particulièrement ici : la Figure 2 montre en effet que l'avantage de croissance économique relevé pour les présidences démocrates se concentre dans les deux premières années du mandat présidentiel. Il est nettement moins marqué durant les deux années qui suivent, avec même un avantage républicain en troisième année.

Figure 2. Croissance moyenne du PIB réel selon l'année du mandat, 1949-2024

Source : Bureau of Economic Analysis, via FRED ; calculs propres



Pour tenir compte des délais de mise en œuvre de la politique économique du nouveau président, une solution raisonnable est d'attribuer les performances économiques des premiers mois d'un nouveau mandat présidentiel à l'action du président sortant⁴. Ainsi, sur la même période 1949–2024, si le bilan économique relevé depuis la prise de fonction du président nouvellement élu lui est attribué avec un trimestre de décalage, on obtient que l'écart de croissance du PIB réel augmente de 1,18 à 1,35 point de pourcentage (Tableau 2), et celui-ci reste statistiquement significatif. En revanche, l'écart diminue à 0,63 point si on prend un décalage d'un an et à 0,22 point si on opte pour une attribution progressive au cours du mandat des performances économiques observées depuis l'entrée en fonction du nouveau président (Tableau 2). Dans ces deux derniers cas, les données ne permettent plus de distinguer l'écart de zéro avec certitude. L'ampleur de l'écart de croissance dépend donc fortement de la façon dont les résultats du début de mandat sont répartis entre les présidents successifs. Aucun mode de répartition de ces résultats ne s'impose toutefois comme le seul pertinent. Si les politiques publiques peuvent agir avec retard, les ménages et les entreprises peuvent modifier leurs attentes dès l'élection, en anticipant les décisions à venir. Pour la suite de l'analyse, il sera considéré que les résultats économiques observés à partir de la prise de fonction du nouveau président sont attribués à ce dernier, sans présumer que cette règle corresponde effectivement au timing de l'influence réelle de l'action présidentielle.

L'écart marqué en début de mandat conduit aussi à examiner l'héritage économique. Les démocrates prennent-ils leurs fonctions dans des conditions économiques plus favorables, qui seraient héritées de la présidence sortante ? L'examen porte sur les élections de 1956 à 2020, compte tenu de la disponibilité des indicateurs retenus. Notre analyse consiste d'abord à examiner les conditions macroéconomiques prévalant avant chaque scrutin présidentiel, à partir de moyennes d'indicateurs observés du quatrième trimestre de l'année précédant l'élection au troisième trimestre de l'année électorale. L'évidence obtenue n'indique pas que les présidents démocrates arrivent systématiquement au pouvoir dans un environnement économique plus favorable. Sur cette période préélectorale, la croissance moyenne du PIB s'établit à 2,81% avant l'élection d'un démocrate, contre 3,32% avant celle d'un républicain. L'écart est plus marqué pour

⁴ Les décalages d'un trimestre et d'un an sont notamment utilisés par Blinder et Watson (2016) et Campbell (2011). L'attribution progressive, inspirée de Comiskey et Marsh (2012), conserve la première année au président précédent, puis augmente la part attribuée au nouveau président de 25% à 100% au cours des quatre trimestres de la deuxième année.

... À qui attribuer les résultats économiques ?

l'emploi, dont la croissance moyenne atteint respectivement 0,64% et 2,49%. Le taux de chômage est, à l'inverse, plus élevé avant une victoire démocrate, à 6,53% en moyenne contre 5,37% avant une victoire républicaine. Ces différences restent toutefois entourées d'une incertitude importante et ne permettent pas de conclure à l'existence de conditions économiques systématiquement plus favorables à l'un ou l'autre parti avant l'élection. Ce résultat est complété par un exercice de prévision de la croissance du PIB en première année de mandat⁵. Cet exercice vise à déterminer, en comparant les prévisions de croissance selon le parti du vainqueur, si une croissance économique plus forte était déjà prévisible avant les victoires démocrates. Selon le modèle de prévision pris en considération, l'écart de croissance prévu en faveur des démocrates varie entre 0,18 à 0,51 point, comparativement à 2,17 points effectivement observés en première année sur les mêmes élections. Les conditions initiales mesurées ne suffisent donc pas à rendre compte de l'ampleur de l'écart. Cette comparaison reste néanmoins limitée par le petit nombre d'élections et le caractère incomplet des indicateurs utilisés.

En cours de mandat, l'activité économique peut également être affectée par des perturbations qui échappent en partie au contrôle du président, comme de fortes hausses du prix du pétrole ou des variations de la productivité. Ces chocs peuvent-ils contribuer à expliquer la croissance plus forte observée sous les présidents démocrates ? Nous examinons cette possibilité à l'aide d'un modèle de régression⁶, lequel nous permet de déterminer si l'écart de croissance économique mesuré entre présidences démocrates et présidences républicaines est modifié lorsque ces chocs sont pris en considération. En particulier, si la prise en compte du choc réduit l'écart, cela suggère qu'il peut en expliquer une partie, sans pour autant démontrer un lien de causalité.

Cette démarche est d'abord appliquée aux chocs pétroliers. Une forte hausse du prix du pétrole alourdit les coûts de production et réduit le pouvoir d'achat des ménages. Pour en apprécier le rôle, nous utilisons l'indicateur de hausses « inhabituelles » du prix du pétrole proposé par Hamilton (2003)⁷. Comme l'effet de ces hausses sur l'activité peuvent se manifester avec retard, l'analyse tient compte des hausses observées lors du trimestre étudié et des quatre trimestres précédents. L'analyse porte par conséquent sur la période 1950–2024, une année de données antérieures étant nécessaire. L'écart de croissance du PIB y atteint 1,33 point sans l'indicateur pétrolier et 0,89 point lorsqu'il est pris en compte (Tableau 2). Il reste positif, mais devient statistiquement plus incertain. Cette diminution suggère qu'une partie du différentiel observé est liée aux épisodes pétroliers.

Les variations de productivité constituent une autre source possible de fluctuations de l'activité économique. Leur rôle est également examiné sur la période 1950–2024, à partir de la mesure proposée par Fernald (2014), qui reflète l'efficacité de la production⁸. Sa prise en compte n'apporte toutefois pas de réduction supplémentaire de l'écart de croissance.

⁵ Les prévisions de croissance du PIB sont établies à partir d'indicateurs économiques et financiers observés avant l'élection présidentielle. Les modèles de prédiction utilisent ainsi la croissance passée du PIB, seule ou complétée par l'écart entre les taux d'intérêt à long et à court terme, ou par l'indicateur avancé de l'OCDE. Ce dernier synthétise des signaux sur l'évolution à venir de l'activité. Sa disponibilité limite l'analyse aux élections à partir de 1956. Les modèles sont estimés sur l'ensemble de la période disponible ; ces exercices ne reproduisent donc pas des prévisions réalisées en temps réel. La croissance du PIB de première année est mesurée du dernier trimestre de l'année électorale au dernier trimestre de l'année suivante.

⁶ Le modèle de régression fait dépendre la croissance du PIB réel d'une variable binaire indiquant le parti politique du président en exercice et des valeurs actuelles et passées du choc pris en considération.

⁷ Hamilton (2003) considère qu'une hausse du prix du pétrole est « inhabituelle » lorsque le prix du pétrole dépasse son niveau le plus élevé des trois années précédentes. L'indicateur mesure l'ampleur de ce dépassement et vaut zéro dans les autres cas.

⁸ L'indicateur retenu est la productivité totale des facteurs, qui reflète l'efficacité avec laquelle le travail et le capital sont combinés pour produire. La mesure utilisée est ajustée pour limiter les variations apparentes de productivité dues à leur utilisation plus ou moins intensive au cours du cycle économique.

... À qui attribuer les résultats économiques ?

Enfin, le président en exercice partage le pouvoir de décision économique avec le Congrès, dont dépend notamment l'adoption des budgets et des mesures fiscales. Sur la période 1949–2024, l'écart de croissance du PIB entre présidences démocrates et républicaines atteint 1,67 point lorsque les démocrates contrôlent les deux chambres (Chambre des représentants et Sénat), contre 0,96 point lorsque les républicains les contrôlent. Il devient légèrement négatif, à –0,26 point, lorsque chaque parti contrôle une chambre (Tableau 2). L'écart varie ainsi fortement selon la configuration du Congrès, mais ces moyennes reposent sur un nombre limité de mandats et restent dès lors très sensibles aux fluctuations de la croissance. Les résultats ne permettent donc pas d'établir avec certitude qu'une configuration particulière du Congrès s'accompagne généralement d'un avantage démocrate plus élevé.

Ces comparaisons montrent combien l'attribution d'un bilan économique à un président est délicate. Le Tableau 2 en récapitule les résultats, en précisant les périodes et les horizons propres à chaque exercice.

Tableau 2. Écart de croissance : calendrier, héritage et contexte

Source : calculs propres.

Élément examiné	Période et champ d'analyse	Résultats principaux
Calendrier d'attribution aux présidents	1949–2024 Mandat complet	• Attribution immédiate : écart de 1,18 • Retard d'un trimestre : 1,35 • Retard d'un an : 0,63 • Attribution progressive : 0,22
Héritage économique	Élections de 1956 à 2020 Première année de mandat	• Écart prévu : entre 0,18 et 0,51 • Écart observé : 2,17
Pétrole et productivité	1950–2024 Mandat complet	• Pétrole : réduction de l'écart de 1,33 à 0,89 • Productivité : aucune réduction supplémentaire
Composition du Congrès	1949–2024 Comparaison selon le contrôle des chambres	• Deux chambres démocrates : écart de 1,67 • Deux chambres républicaines : 0,96 • Contrôle partagé des chambres : –0,26

Note : les résultats indiquent les écarts démocrates–républicains en points de pourcentage. Les résultats d'une analyse à l'autre ne se cumulent pas.

Pour avancer dans l'explication de l'écart, il faut aussi examiner les politiques mises en œuvre. Une première piste consiste à déterminer si les démocrates ont davantage soutenu l'activité par les dépenses publiques et la fiscalité.

3. Des politiques budgétaires plus stimulantes ?

Toutes choses égales par ailleurs, une baisse d'impôts laisse davantage de ressources aux ménages et aux entreprises, tandis qu'une hausse des dépenses publiques peut soutenir les commandes et les revenus. La politique budgétaire peut-elle contribuer à expliquer l'écart de croissance entre les deux partis ? Cette piste est examinée à travers deux approches complémentaires. Dans chacune d'elle, notre analyse visera à déterminer, à l'aide d'un modèle de régression⁹, si la prise en compte des mesures budgétaires réduit l'écart de croissance.

⁹ Le modèle de régression est du même type que celui utilisé pour examiner l'impact des chocs économiques, lesquels sont ici remplacés par les mesures de politique budgétaire.



... Des politiques budgétaires plus stimulantes ?

La première approche utilise un indicateur d'«impulsion budgétaire globale¹⁰», dont la construction est possible sur la période 1960–2024 compte tenu des données disponibles. Par construction, cet indicateur mesure les changements d'orientation du budget en corrigeant les mouvements qui résultent automatiquement de la conjoncture. Lors d'un ralentissement économique, par exemple, les recettes fiscales diminuent et certaines prestations sociales augmentent, même sans nouvelle décision politique. L'indicateur cherche à déterminer si la politique budgétaire apporte davantage ou moins de soutien à l'activité, au-delà de ces effets automatiques.

Nos résultats ne font pas apparaître de soutien budgétaire systématiquement plus fort sous les présidents démocrates : lorsque l'écart de croissance est comparé avec et sans la prise en considération de l'impact de cet indicateur sur les mêmes observations, il ne diminue pas. L'analyse de l'impulsion budgétaire est étendue en tenant compte de la composition du Congrès, mais celle-ci ne modifie guère ces constats.

Cette première approche présente toutefois une limite : même corrigée des effets automatiques de la conjoncture, la politique budgétaire peut répondre aux perspectives économiques. Une relance peut ainsi avoir été décidée parce qu'un ralentissement était anticipé. Il reste donc difficile de séparer l'effet du budget de la situation qui a motivé les décisions. Pour limiter cette difficulté, les modifications d'impôts recensées par Romer et Romer (2010) sont également employées dans l'analyse. À partir de discours présidentiels et de documents officiels, ces auteurs ont reconstitué les motivations des principales modifications d'impôts aux États-Unis entre 1949 et 2007. Ils identifient notamment des mesures adoptées pour des objectifs relativement indépendants de la conjoncture immédiate, comme la croissance à long terme ou la réduction d'un déficit hérité.

Les estimations que nous avons effectuées avec ce second indicateur budgétaire suggèrent qu'une hausse d'impôts représentant 1% du PIB conduit, après un an et demi, à un PIB inférieur d'environ 2% à ce qu'il aurait été sans cette hausse. À cet horizon, les résultats sont difficilement compatibles avec une absence d'effet. Cependant, le solde moyen des hausses et des baisses d'impôts est très proche sous les deux partis, de sorte que leur prise en compte modifie peu le différentiel de croissance. Sur la période considérée (1952–2007)¹¹, l'écart de croissance du PIB entre présidences démocrates et présidences républicaines passe de 1,48 point sans l'impact des mesures budgétaires à 1,39 point lorsque celui-ci est pris en compte. Les mesures fiscales étudiées peuvent donc affecter l'activité sans pour autant rendre compte d'une part importante de l'avantage moyen des présidences démocrates.

En conclusion, notre analyse ne soutient pas l'idée que les performances de croissance plus élevées enregistrées sous les mandats présidentiels démocrates proviendraient d'une politique budgétaire globalement plus stimulante. La portée de nos résultats reste néanmoins limitée : l'indicateur global d'impulsion budgétaire ne décrit pas précisément la nature des dépenses ou les bénéficiaires des mesures, et l'analyse fondée sur les travaux de Romer et Romer ne couvre pas les réformes postérieures à 2007. La composition des politiques publiques pourrait donc jouer un rôle que ces mesures ne permettent pas de saisir.

¹⁰ En suivant la méthode de Price, Dang et Botev (2015), l'impulsion budgétaire globale est calculée comme l'inverse de la variation trimestrielle du solde budgétaire primaire (égal aux recettes des administrations publiques moins leurs dépenses, hors charges d'intérêt), corrigé des effets automatiques de la conjoncture et exprimé en proportion du PIB. Une impulsion budgétaire positive indique ainsi une politique budgétaire plus stimulante pour l'activité.

¹¹ Le modèle de régression est estimé en intégrant une longue période d'ajustement (12 trimestres) de l'économie aux mesures budgétaires. Pour cette raison, les écarts de croissance sont calculés à partir de 1952 plutôt que 1949.

... Des politiques budgétaires plus stimulantes ?

L'influence d'une présidence pourrait également passer par les attentes qu'elle suscite : les ménages et les entreprises peuvent réviser leurs projets avant même que les nouvelles politiques soient mises en œuvre. L'évolution de leur confiance autour des élections constitue dès lors une autre piste pour comprendre l'écart de croissance.

4. La confiance peut-elle expliquer l'écart de performance ?

Le rôle possible de la confiance rejoint deux constats précédents : l'écart de croissance se concentre au début des mandats et se retrouve surtout dans les dépenses privées. Des ménages rassurés sur leur avenir peuvent accroître leur consommation ; des entreprises plus optimistes sur leurs débouchés peuvent investir davantage. Ces réactions pourraient intervenir avant même l'application des politiques annoncées. Pour examiner cette piste, la disponibilité d'observations comparables autour des scrutins présidentiels conduit à retenir les seize élections présidentielles de 1960 à 2020, dont huit ont été remportées par chaque parti. L'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan permet de suivre les perceptions des ménages concernant leur situation financière ainsi que celles relatives à l'état présent et aux perspectives de l'économie¹².

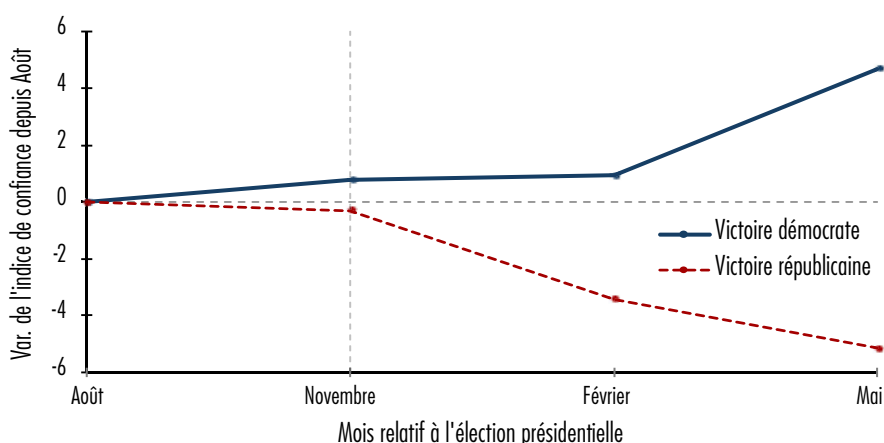
La Figure 3 fait apparaître une divergence progressive de la confiance des consommateurs durant les premiers mois d'un nouveau mandat présidentiel. Entre août de l'année électorale et mai de l'année suivante, l'indice gagne en moyenne 4,7 points lorsque l'élection est remportée par un démocrate, alors qu'il perd 5,1 points lorsque le vainqueur est républicain. La différence entre ces évolutions est statistiquement significative. À l'horizon de février, en revanche, l'écart est plus faible et reste statistiquement incertain. Cette évolution plus favorable de la confiance des consommateurs autour des victoires démocrates constitue un indice intéressant. Elle ne peut cependant pas être attribuée entièrement au résultat électoral : entre août et le printemps suivant, les ménages reçoivent aussi de nouvelles informations sur l'emploi, leurs revenus ou les perspectives économiques. Les courbes reflètent donc l'ensemble de ces événements.

Nous examinons ensuite si ces évolutions de confiance permettent de comprendre l'avantage démocrate en début de mandat. Pour ces mêmes seize élections (1960–2020), la croissance moyenne du PIB réel durant les deux premières années du mandat est considérée. Sur cet horizon, l'écart en faveur des démocrates atteint

Figure 3. Confiance des consommateurs autour des élections présidentielles, 1960-2020

Source : Université du Michigan ; calculs propres

Note : l'élection présidentielle a lieu en novembre et la prise de fonction présidentielle deux mois plus tard, en janvier.



¹² Les observations d'août, novembre, février et mai permettent de comparer les élections malgré la disponibilité historique irrégulière de l'indice. En novembre, les réponses peuvent avoir été recueillies avant ou après le scrutin ; ce point ne mesure donc pas une réaction exclusivement post-électorale.

... La confiance peut-elle expliquer l'écart de performance ?

2,44 points de pourcentage. Cet écart est ensuite estimé en tenant compte de l'évolution de la confiance des ménages¹³. Il diminue à peine lorsque la variation de l'indice entre août et février est prise en compte. Avec la variation entre août et mai, il augmente même pour atteindre 2,89 points. La prise en compte de cet indicateur ne permet donc pas de rendre compte d'une part substantielle de l'avantage de croissance observé. La même démarche est appliquée à la contribution de la consommation des ménages à la croissance du PIB, sur les mêmes élections et pour les deux premières années de mandat. Une amélioration de la confiance pourrait en effet soutenir l'activité en stimulant les achats des ménages. La prise en compte des variations de confiance modifie toutefois peu l'écart observé au niveau de la contribution de la consommation privée à la croissance du PIB entre présidences démocrates et républicaines.

L'examen du climat des affaires, pour les mêmes élections et les mêmes horizons, apporte un éclairage complémentaire. Le *Purchasing Managers' Index* (PMI) manufacturier de l'Institute for Supply Management (ISM), un indicateur des conditions d'activité dans l'industrie, est utilisé à cette fin¹⁴. Ses variations autour des élections présentent un profil moins net : les différences entre victoires démocrates et républicaines changent de sens selon l'horizon retenu à partir de la prise de fonction présidentielle et restent statistiquement incertaines. Leur prise en compte ne réduit pas non plus sensiblement l'écart de croissance, ni celui de la contribution à la croissance de l'investissement privé fixe.

Ces résultats restent limités par le petit nombre d'élections et par la nature des indicateurs : l'indice Michigan mêle appréciations de la situation présente et attentes pour l'avenir, tandis que le PMI se limite au secteur manufacturier. Les enquêtes éclairent ainsi les perceptions qui entourent les élections. Dans les exercices réalisés, elles ne fournissent toutefois pas d'explication substantielle du différentiel de croissance.

Conclusion

Entre 1949 et 2024, la croissance de l'économie américaine a été supérieure en moyenne de 1,18 point de pourcentage sous les présidents démocrates. Cet écart est statistiquement significatif lorsque les résultats économiques observés à partir de la prise de fonction du nouveau président sont attribués à ce dernier. Il s'accompagne d'une progression plus rapide de l'emploi et d'une proportion plus faible de trimestres de récession.

L'écart de croissance reste toutefois sensible à la manière dont les résultats économiques sont attribués à la nouvelle administration présidentielle : il diminue fortement et devient incertain lorsque les performances économiques enregistrées durant la première année de fonction du président nouvellement élu sont attribuées au président sortant ou que les performances économiques sous la nouvelle administration présidentielle sont attribuées progressivement au nouveau président. La prise en compte des épisodes de chocs pétroliers réduit également le différentiel estimé. En revanche, les conditions économiques héritées ne suffisent pas à expliquer l'ampleur de l'écart en début de mandat. Les indicateurs de politique budgétaire et de confiance retenus ne rendent pas non plus compte d'une part importante de l'avantage démocrate.

¹³ Pour ce faire, nous utilisons à nouveau un modèle de régression, identique à celui utilisé pour estimer l'impact des chocs économiques ou de la politique budgétaire.

¹⁴ Bien qu'il porte sur le secteur manufacturier, le PMI de l'ISM est couramment utilisé pour suivre la conjoncture américaine dans son ensemble. De plus, son historique permet de couvrir l'ensemble des élections étudiées, alors que les PMI intégrant les services ne couvrent que des périodes plus récentes.

... Conclusion

La part qui demeure inexpliquée ne constitue pas une preuve de meilleure gestion démocrate. Elle peut notamment tenir à des facteurs non étudiés séparément, comme les conflits militaires et leurs effets sur les dépenses publiques ou la confiance. L'analyse repose également sur un nombre limité de mandats et sur des indicateurs qui décrivent imparfaitement les mécanismes envisagés. Enfin, l'état de l'économie peut lui-même influencer le choix des électeurs, ce qui complique l'identification du rôle propre du président.

À l'approche des élections de mi-mandat, ce regard historique invite à examiner avec attention les bilans économiques mis en avant dans le débat politique. Le scrutin peut modifier les majorités au Congrès, qui partage avec le président la responsabilité des décisions budgétaires et fiscales. Pour apprécier l'action des responsables politiques, il faut donc rapprocher les résultats des décisions effectivement prises et des contraintes rencontrées. Si les chiffres permettent de décrire ce qui s'est passé sous une présidence, ils ne disent pas, à eux seuls, ce que l'action présidentielle a vraiment provoqué.

Tom Spède a terminé en 2026
un Master en économie à
l'Economics School of Louvain
(UCLouvain).

Tom Spède
tom.spede@outlook.com

Références

- Blinder, A. S., & Watson, M. W. (2016). Presidents and the US Economy: An Econometric Exploration. *American Economic Review*, 106(4), pp. 1015-1045. doi:10.1257/aer.20140913
- Campbell, J. E. (2011). The Economic Records of the Presidents: Party Differences and Inherited Economic Conditions. *The Forum*, 9(1), p. Art. 7. doi:10.2202/1540-8884.1429
- Comiskey, M., & Marsh, L. C. (2012). Presidents, Parties, and the Business Cycle, 1949-2009. *Presidential Studies Quarterly*, 42(1), pp. 40-59.
Récupéré sur <http://www.jstor.org/stable/41427448>
- Fernald, J. (2014). *A Quarterly, Utilization-Adjusted Series on Total Factor Productivity*. Working Paper, Federal Reserve Bank of San Francisco. doi:10.24148/wp2012-19
- Hamilton, J. D. (2003). What Is an Oil Shock? *Journal of Econometrics*, 113(2), pp. 363-398. doi:10.1016/S0304-4076(02)00207-5
- Price, R., Dang, T., & Botev, J. (2015). *Adjusting fiscal balances for the business cycle: New tax and expenditure elasticity estimates for OECD countries*. Working Paper, OECD. doi:10.1787/5jrp1g3282d7-en
- Romer, C. D., & Romer, D. H. (2010). The Macroeconomic Effects of Tax Changes: Estimates Based on a New Measure of Fiscal Shocks. *American Economic Review*, 100(3), pp. 763-801. doi:10.1257/aer.100.3.763
- Spède, T. (2026). Parti présidentiel et performances macroéconomiques aux Etats-Unis : analyse empirique de 1949 à 2024, *Mémoire de fin d'étude*, Economics School of Louvain, UCLouvain.

REGARDS ÉCONOMIQUES

Place Montesquieu, 3
B1348 Louvain-la-Neuve
regard-ires@uclouvain.be
tél. 010 47 34 26
www.regards-economiques.be



Directeur de la publication :

Vincent Bodart

Rédactrice en chef :

Muriel Dejemeppe

Secrétaire de rédaction :

Séverine Dinjar

Secrétariat & logistique :

Virginie Leblanc

Graphiste :

Dominique Snyers

Comité de rédaction :

Paul Belleflamme

Vincent Bodart

Muriel Dejemeppe

Gilles Grandjean

Jean-François Maystadt

William Parienté

Sandy Tubeuf

Bruno Van der Linden

Frédéric Vrms

